



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

niveau scolaire des élèves français

Question au Gouvernement n° 368

Texte de la question

NIVEAU SCOLAIRE DES ÉLÈVES FRANÇAIS

M. le président. La parole est à M. Bruno Millienne, pour le groupe du Mouvement démocrate et apparentés.

M. Bruno Millienne. Monsieur le ministre de l'éducation nationale, nous savions déjà que les jeunes Français éprouvaient de grandes difficultés en mathématiques. Voilà que, ce matin, nous avons eu la confirmation que leur niveau en lecture est également préoccupant.

Les résultats de la nouvelle étude du Programme international de recherche en lecture scolaire – PIRLS –, qui mesure depuis 2001, dans soixante-et-un pays, les performances en lecture des élèves en CM1 sont, en ce qui concerne la France, alarmants.

Alors que la Russie, Singapour, Hong Kong, l'Irlande et la Finlande sont les pays les plus performants, la France, elle, poursuit sa dégringolade vers la fin du classement. En quinze ans, la France est, avec les Pays-Bas, le seul pays qui a régressé !

Si un tel classement international ne fait pas tout, bien sûr, il nous revient néanmoins d'en tirer les conséquences. Les ministres se succèdent rue de Grenelle et, chaque fois, les mêmes idées reviennent : revenir aux fondamentaux, réinvestir l'école primaire, changer les programmes.

Nous vous savons d'ailleurs gré, monsieur le ministre, de tenter, depuis votre prise de fonction, de remettre les choses dans l'ordre et de placer au-dessus des considérations partisans la question de la transmission des savoirs fondamentaux.

M. Thibault Bazin. Il était temps !

M. Bruno Millienne. Le dédoublement des classes de CP et CE1 en zone prioritaire, que porte cette majorité, est un élément de réponse, mais il ne peut suffire.

C'est d'abord la langue, comme moyen d'expression et d'acquisition de connaissances, comme clef d'appropriation d'une culture, que nous devons défendre. Or, la France se caractérise par de fortes inégalités scolaires et des carences lexicales très importantes chez les élèves les plus faibles. Elles sont d'ailleurs plus marquées chez les jeunes garçons.

L'école ne pourra mener ce combat seule. Cette étude démontre aussi la nécessité de faire du livre un objet du quotidien pour nos élèves. Nous saluons à ce titre l'initiative que vous avez prise de distribuer *Les Fables* de La Fontaine aux élèves de plusieurs académies.

Monsieur le ministre, pouvez-vous assurer la représentation nationale, ainsi que les parents, professeurs et enfants qui nous regardent que le Gouvernement entend mener les réformes nécessaires pour que nos élèves puissent posséder les armes que sont l'écriture et la lecture ?

Jean d'Ormesson disait : « C'est le langage qui crée l'homme. » Nous ne saurions lui rendre de plus parfait hommage que de pleurer, dans quatre-vingt-douze ans, des centaines de nouvelles et de nouveaux Jean d'Ormesson. (*Applaudissements sur les bancs des groupes MODEM et REM.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'éducation nationale.

M. Jean-Michel Blanquer, *ministre de l'éducation nationale.* Monsieur le député, je vous remercie de votre question, tout comme je vous remercie d'avoir cité Jean d'Ormesson, auquel il faut rendre hommage. (*Applaudissements prolongés sur tous les bancs.*) C'était un amoureux de la langue française et, comme vous l'avez très bien dit, la langue française est à la base de ce que nous devons faire.

Nous avons en effet pris connaissance des résultats de l'étude que vous citez : ils sont malheureusement peu surprenants, car ils en corroborent d'autres. Nous nous situons à 511 points, alors que nous nous situions à 520 points en 2011 : il y a donc un problème s'agissant de la lecture, et celle-ci renvoie elle-même à la question de la compréhension des textes par les élèves. La compréhension des textes renvoie à la maîtrise de la langue, à la compréhension du vocabulaire ainsi qu'à la structuration des phrases grâce à la grammaire. Or ces deux éléments se sont affaiblis au cours des dernières années. Ils renforcent en outre les inégalités parce que la première chose qui compte, si nous voulons lutter contre elles, est le rapport à la langue. Or des enfants arrivant à l'école maternelle à l'âge de trois ans se trouvent déjà dans une situation d'inégalité vis-à-vis du langage du fait de leur environnement familial.

C'est pourquoi les premières années de l'école primaire sont essentielles. Nous mettons donc l'accent dessus, en ce moment-même, avec notamment une vision pour l'école maternelle, qui s'exprimera par une grande rencontre en mars prochain qui permettra ensuite des évolutions de l'école maternelle, et par les mesures de CP et de CE1, que vous avez rappelées et qui constituent la pointe avancée d'une politique plus générale.

D'autres questions me permettront de développer le sujet, mais cela passe d'abord par une politique de la langue française, qui est essentielle et qui doit nous unir sur le plan national, parce que les écoles qui vont bien aujourd'hui – dans les pays que vous avez cités – sont des écoles où la société fait confiance à l'école. (*Applaudissements sur les bancs des groupes REM et MODEM.*)

Données clés

Auteur : [M. Bruno Millienne](#)

Circonscription : Yvelines (9^e circonscription) - Mouvement Démocrate et apparentés

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 368

Rubrique : Enseignement

Ministère interrogé : Éducation nationale

Ministère attributaire : Éducation nationale

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [6 décembre 2017](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [6 décembre 2017](#)